

BILAN F1 TS1

Semaines 14 Formulaire 1

LES CONSIGNES p 1

LE COURS EN LIGNE (trace écrite) pp 1-4

I – CONSIGNES et RÉPONSES

Question 1 page 311 - on attend une réponse rédigée mais brève

Le Sahara possède du pétrole, du gaz, des minerais (uranium, fer, cuivre, phosphates), des ressources fossiles (aquifères) mais aussi des énergie renouvelables.

Question 2 page 311 - on attend une réponse rédigée mais brève

Pour exploiter ces ressources, on trouve au Sahara des oléoducs, des gazoducs, des éoliennes, des panneaux solaires, des canalisations et des réservoirs : beaucoup d'infrastructures.

Question 3 page 311 - on attend une réponse rédigée mais brève

Les acteurs en compétition au Sahara sont notamment des FTN : entre autres, Saint-Gobain Solar, Soitec Solar, E.On, RWE et Enel dans le secteur des énergies renouvelables, et Areva, la CNNC et d'autres groupes canadiens, australiens, chinois et indiens. Les intérêts occidentaux sont nombreux, notamment d'origine française, dans le domaine d'exploitation de l'uranium, par exemple (c'est l'ancienne puissance coloniale dominante) mais les puissances émergentes sont de plus en plus actives. Les états de la région eux-mêmes sont en compétition voire en litige (bande d'Aozu, région de Tindouf, etc.).

Question 4 page 311 - on attend une réponse rédigée mais brève

L'exploitation des ressources du Sahara nourrit des antagonismes au niveau local (concernant par exemple la gestion des réserves d'eau souterraines) entre états et à l'intérieur des états, par exemple entre populations des oasis et habitants des grandes villes du littoral Libyen. Elle pourrait mettre en jeu une coopération régionale, en partenariat, par exemple, avec l'Europe, comme dans le cadre du projet "Desertec". La production d'hydrocarbures, croissante, suscite l'intérêt (et la convoitise) du monde entier

II- COURS

Nombre et vieillissement: l'exemple du Sahara...
défis du développement et enjeux économiques et politiques
prise de notes

La trace écrite reproduite ici vaut corrigé des exercices contenus dans le Formulaire n°1 (elle peut être complétée par vos propres notes, prises d'après la leçon en vidéo du Lundi 30 mars).

I - Des contraintes difficilement surmontables

A - Un milieu hostile et une population diverse et clairsemée
[question 1 page 277 en TLES]

L'Europe jette trop souvent un regard biaisé (et fortement teinté d'ethnocentrisme) sur l'Afrique et le caractère supposé difficile de ses climats. Mais dans le cas du Sahara, la chose est indubitable : cet immense désert (8,5 millions d'habitants) est très aride (moins de 100 mm de précipitations annuelles) et présente des paysages désolés sur d'immenses étendues (dunes de sable, plateaux rocheux).

Comme on peut s'y attendre a priori, le peuplement est discontinu et la densité moyenne très faible. Pourtant, dix millions de Sahariens sont compabilisés au total : certains font partie de populations nomades à l'origine et peuplant les oasis du Sahara (Maures, Touaregs, etc.) ou parcourant tout à la fois le désert et la zone de transition qui le sépare au Sud des savanes, appelée :le Sahel (Peuls). D'autres sont plus récemment installées dans le désert, sur les sites d'exploitation des ressources (Hassi Messaoud, Zouerat).

Les populations du Sahara ne présentent aucune unité ethnique ou linguistique malgré leur appartenance commune au monde arabo-musulman et la région est depuis toujours une zone de transition entre deux Afriques (blanche, au Nord, et noire, au Sud, selon l'ancienne terminologie aujourd'hui périmée) : des conflits ont souvent opposé les nomades du désert aux sédentaires méridionaux et ces antagonismes historiques peuvent être réactivés sinon manipulés - comme on l'a vu au Mali, où les djihadistes ont pu s'appuyer sur la rébellion endémique des Touaregs à l'encontre du gouvernement central, ou au Soudan, divisé depuis 2011 en deux états séparés.

B - Des états faibles et/ou rivaux
[question 1 page 279 en TLES , 4 page 311 en TS1]

Une dizaine de pays se partagent le Sahara mais aucun n'a son territoire en totalité dans la région, mise à part l'Egypte, "don du Nil". Un seul autre état y a sa capitale (Nouakchott, en Mauritanie). La plupart des puissances sont tournées vers la Méditerranée ou le Sahel. Certaines sont rivales (soutien algérien aux Saharaouis refusant l'intégration au Maroc, dispute autour de la bande d'Aozou aux confins du Tchad et de la Libye, qui l'a occupée entre 1974 et 1987, crise du Darfour depuis 2003, débordant récemment les frontières du Soudan pour impliquer le Tchad et la Centrafrique). Ces états, tous en voie de développement et issus de la décolonisation (essentiellement française) manquent de moyens et de légitimité pour agir efficacement et de manière concertée dans la région. Les populations nomades, souvent sédentarisées de force, ont peu de loyauté envers les états (dits "défaillants" quand, dans la zone sahélienne, leur impuissance devient trop manifeste) et ont un respect relatif pour des frontières dont elles contestent la rationalité (ce qui favorise les trafics en tout genre : drogues, armes, migrants).

L'Algérie aurait sans doute les moyens matériels et militaires de jouer un rôle de puissance régionale, mais en a été jusqu'ici empêchée. Outre les contraintes de sa constitution, qui condamne par principe toute ingérence armée agressive, le pays a connu des troubles internes graves et entretient quelques litiges sérieux avec le Maroc : lequel a renoncé dans les années 90 à ses prétentions sur le Shara occidental algérien mais s'est agrandi de l'ancien "Rio del Oro".

C'est donc la France qui joue le rôle (parfois ingrat) de "gendarme" et multiplie les interventions militaires ponctuelles depuis les indépendances, sous mandat de l'ONU et avec la coopération d'un nombre croissant de pays africains et émergents, les Etats-Unis se contentant d'une présence sans déploiement au sol et la Chine misant plutôt sur son influence économique (quoique n'hésitant plus à engager des coopérations militaires et diplomatiques et s'appuyant sur une base navale à Djibouti).

Page 2 / 4

L'autre grand pays saharien est l'Égypte, colosse démographique mais potentiellement instable, soucieuse d'éviter la contagion islamiste. Dépendante du soutien financier des pays du golfe et des investissements états-unis, elle a fait part de grandes réserves face à l'intention de la Turquie de s'immiscer dans le conflit Libyen, déjà soumis à de nombreuses influences étrangères.

C - Une très grande pauvreté

Le développement humain de la région est variable mais peu satisfaisant, de médiocre (Tunise, Libye : IDH proche de 0,7) à faible (Maroc, Mauritanie) voire catastrophique (Niger : 0,3).

L'insécurité alimentaire est notamment partout prégnante (qualité et quantité de la nourriture disponible posant problème). Les populations souffrent dans des proportions considérables de sous-alimentation (c'est le cas de 60 % des Tchadiens, 40 % des Nigériens et 15 % des Maliens).

II - Un territoire riche, des concurrences exacerbées

A - Des ressources naturelles en pagaille

[Question 1 page 311 pour les TS1]

[question 2 page 277 pour les TLES] Le Sahara est, de manière paradoxale, riche de son potentiel solaire mais aussi de ses aquifères. D'immenses réserves d'eau fossiles existent en effet sous le désert, notamment en Algérie et en Libye orientale, mais aussi à proximité de la vallée du Nil, en Égypte. Et il existe parfois des nappes phréatiques non fossiles et peu profondes dans les régions un peu plus arrosées du pourtour méditerranéen (Cyrénaïque). Le désert est par ailleurs doté de ressources minérales importantes : phosphates au Mali et dans l'ancien Sahara espagnol, annexé par le Maroc, pays par ailleurs déjà richement pourvu en la matière. Fer en Mauritanie, uranium au Mali et au Niger. Les mines de cuivre et d'or ne sont enfin pas rares, de la Mauritanie au Niger, et sont une des raisons anciennes du commerce transsaharien (les états méditerranéens du Nord se procurant dès l'ère médiévale de l'or et de la main d'oeuvre grâce à ces échanges).

[question 3 page 277 pour les TLES] Les hydrocarbures sont abondants, faisant de l'Algérie le troisième exportateur de gaz au monde, et un grand producteur de pétrole, comme aussi la Libye et l'Égypte (les ressources soudanaises sont au sud, en dehors de la zone saharienne). Le Tchad est également devenu récemment un producteur pétrolier, à l'instar de son voisin soudanais, qui l'est depuis plus longtemps.

B - Des infrastructures insuffisantes [questions 2 page 311 pour les TS1] et une croissance sans développement [questions 2 et 3 p 277 en TLES] ?

Les tubes sont privilégiés (oléoducs, gazoducs) et l'on a aussi quelques voies ferrées (fer mauritanien) et des aqueducs (Égypte, Libye)... mais l'ensemble ne dessine pas un réseau. On a plutôt des infrastructures reliant le Sahara au "pays utile" sans connexion ni entre les états ni entre les différents territoires sahariens. La mise en valeur des ressources naturelles ne s'est pas accompagnée d'une amélioration notable des niveaux de vie. La rente pétrolière dont bénéficient les états algérien, égyptien et libyen a notamment paru mal gérée, ce qui a souvent suscité l'exaspération des populations concernées.

La difficulté à transporter l'électricité, l'impact des désordres financiers consécutifs à la crise de 2008 et les hésitations des industriels porteurs du projet font craindre l'abandon de l'initiative allemande Desertec, formulée 2009, qui avait pour ambition de produire de l'électricité solaire dans le Sahara et d'en exporter une partie vers l'Europe.

Le développement de l'irrigation moderne a stimulé le secteur de l'agriculture commerciale et favorisé les exportations (c'est vrai pour le Maroc tout entier, y compris dans la zone méditerranéenne, très dépendante également des aquifères fossiles). Mais les agricultures traditionnelles sont fragilisées par leur essor (abandon progressif des ghouts) d'autant qu'elles subissent également les effets pervers de l'extension des périmètres urbanisés.

C - Une prédation et des enjeux générant des conflits à toutes les échelles [question 4 page 311 pour les TS1]

Le pillage des ressources au Sahara n'est évidemment pas durable puisque le prélèvement excède la possibilité de renouvellement (eau) ou entretient une économie de rente dont les bénéfices ne sont pas redistribués à la population locale. Ni viable ni équitable le développement saharien n'a que rarement produit des expériences vivables (a contrario : l'acheminement d'eau potable vers Benghazi, Tobrouk et les autres villes côtières et la mise à disposition gratuite du liquide par le régime de Kahadi grâce au Grand Fleuve Artificiel ont pu sembler une solution vivable et moderne ; mais il s'agissait avant tout de porter remède à la surexploitation frénétique des nappes phréatiques du littoral, en théorie renouvelables, et les régions les plus fidèles au régime étaient privilégiées). Le partage des ressources suscite des convoitises locales (avec risque de partition consécutive à la sécession des régions riches et/ou d'affrontements inter-étatiques à propos des richesses frontalières, comme au Soudan voir le Manuel de TS pp 324-325).

Mais aussi une compétition internationale. C'est ainsi que la France voit dans le Sahara "un pré carré" à défendre (lui procurant ainsi qu'à l'Union Européenne "une profondeur stratégique" mais assignant aux pays d'Afrique du Nord le rôle d'états-tampons) et entend participer à la valorisation de son sous-sol, désireuse de contrôler notamment ses approvisionnements en uranium (Areva au Niger) mais elle doit accepter le partage avec les autres nations occidentales et les puissances émergentes : la Chine lorgnant le pétrole saharien, guigné également par les Etats-Unis

Le Sahara constitue enfin un enjeu sécuritaire majeur : la "lutte contre le terrorisme" a motivé le regain d'intérêt des Américains pour la région après 2001, mais l'importance croissante des trafics illicites (cigarettes, armes, cocaïne etc.) et des flux migratoires mobilise également l'attention des Européens (déploiement du dispositif Frontex et pressions sur les pays méditerranéens pour les endiguer). Les "Printemps arabes" ont contribué à partir de 2011 à affaiblir les états de la région, la guerre de l'OTAN contre le régime de Khadafi ayant débouché sur une situation critique (qui a indirectement provoqué la déstabilisation du Mali, notamment).

Le rétablissement d'un minimum de sécurité est nécessaire pour protéger les activités extractives et plus encore diversifier l'économie saharienne (qui a connu un embryon de boom touristique, aujourd'hui terminé).